United Nations

Nations Unies

UNRESTRICTED

GENERAL
ASSEMBLY

ASSEMBLEE
GENERALE

A/C.3/230
6 octobre 1948
FRENCH
ORIGINAL : ENGLISH
FRENCH

Dual distribution

Troisième session
TROISIEME COMMISSION

Compilation des amendements au projet de Déclaration des droits de l'homme, jusqu'à la date du 6 octobre, 16 heures, dans l'ordre chronologique de leur présentation à la Troisième Commission.

PROJET DE DECLARATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

PREAMBULE

Texte adopté par la Commission des Droits de l'homme

CONSIDERANT que le respect de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables est le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde ;

CONSIDERANT que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit, dans la période qui a précédé la Deuxième guerre mondiale et durant cette guerre, à des actes de barbarie révoltante pour la conscience de l'humanité et qu'il est bien apparu qu'un des enjeux suprêmes du conflit était les libertés fondamentales de l'homme ;

CONSIDERANT qu'il est essentiel, pour éviter que l'humanité ne soit contrainte, en dernier ressort, à se révolter contre la tyrannie et l'oppression, que les droits de l'homme soient protégés par le règne de la loi ;

CONSIDERANT que les peuples des Nations Unies ont, dans la Charte, proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, qu'ils sont résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus complète ;

CONSIDERANT que les Etats Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation, le respect effectif et universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

CONSIDERANT qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus grande importance pour la pleine réalisation de cet engagement

L'ASSEMBLEE GENERALE

PROCLAME la présente Déclaration des Droits de l'homme comme représentant l'idéal commun que tous les peuples et toutes les nations devront s'efforcer de réaliser, afin que tous les individus et tous les groupes sociaux ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent par le moyen de l'enseignement et de l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés ; d'en assurer par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des Etats Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires sous leur juridiction.

Amendements :

Pays-Bas : Amendement au premier paragraphe du préambule (Doc.A/C

Après les mots "égaux et inaliénables". insérer le texte suivant

"fondés sur l'origine divine et la destinée immortelle de l'homme".

République Dominicaine (Doc. A/C.3/217)

Insérer, après les mots "personne humaine" à la quatrième ligne du quatrième considérant, les mots suivants : "dans l'égalité des droits des hommes et des femmes".

Union des Républiques socialistes soviétiques - Projet de préambule - (Doc. E/800)

Se conformant au principe, proclamé par la Charte de l'Organisation des Nations Unies, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ainsi que de la dignité et de la valeur de la personne humaine ;

Scieuse de garantir la protection de tous ces droits et libertés et de contribuer au progrès social, à l'amélioration des conditions de vie des hommes et au développement des relations amicales entre nations ;

L'Assemblée générale recommande à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies le texte suivant de Déclaration des droits de l'homme ;

Afin qu'ils en fassent usage comme ils l'entendront, pour édicter les mesures pertinentes, législatives ou autres, pour développer leur système d'éducation et d'enseignement et pour assurer la diffusion des principes énoncés dans ladite Déclaration, tant parmi les populations des Etats Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires à l'égard desquels des Etats Membres exercent les fonctions d'autorité dirigeante et chargée de l'administration, c'est-à-dire des territoires sous tutelle et non autonomes.

Cuba (Doc. A/C.3/224)

Article premier

Insérer le texte de cet article dans un préambule antérieur à l'énumération des droits, conçu comme suit :

"Tous les hommes naissent libres et égaux en dignité et en droits ; et comme ils sont doués par la nature de raison et de conscience, ils doivent agir les uns envers les autres comme des frères.

Le respect du droit de tous exige l'accomplissement du devoir de chacun. Dans toute activité sociale et politique de l'homme, les droits et les devoirs sont indissolublement liés les uns aux autres. Si les droits exaltent la liberté individuelle, les devoirs expriment la dignité de cette liberté.

Les devoirs d'ordre juridique présument d'autres devoirs d'ordre moral qui aident à les concevoir et leur servent de fondement.

Il est du devoir de l'homme d'exercer, de maintenir et de favoriser la culture par tous les moyens dont il dispose, parce que la culture

est la plus haute expression sociale et historique de l'esprit.

Et la morale étant le résultat le plus noble de la culture, il est du devoir de chacun de toujours la respecter."

Union Sui-Africaine (Doc. A/C.3/226)

Au paragraphe 3, supprimer les mots "protégés par le règne de la loi" et les remplacer par les mots "respectés et observés".

Au paragraphe 4, supprimer les mots "à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus complète".

Article premier

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués par la nature de raison et de conscience, et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

Amendements :

Brésil (Doc. A/C.3/215)

Amendement à la deuxième partie de l'article premier

Au lieu de la deuxième phrase, lire :

"Créés à l'image et à la ressemblance de Dieu, ils sont doués de raison et de conscience, et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité".

Panama (Doc. A/C.3/220)

Supprimer cet article.

Article premier

Cuba (Doc. A/C.3/224)

Supprimer cet article et faire passer sa substance dans le préambule (voir préambule)

Union d'Afrique du Sud (Doc. A/C.3/226)

Le texte français du document A/C.3/226 comme suit :

Supprimer les mots "en dignité et en droits" et les remplacer par les mots "quant aux libertés et droits fondamentaux de l'homme".

Guatemala (Doc. A/C.3/228)

Supprimer les articles 1 et 2 du Projet de Déclaration et transférer leur contenu dans le Préambule.

Mexique (Doc. A/C.3/229)

Le texte français du document A/C.3/229 comme suit :

"Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Les droits à la subsistance, à la santé, à l'éducation et au travail sont considérés comme essentiels pour garantir la justice sociale et assurer le plein développement de l'être humain.

Article 2

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme

Toute personne peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamées dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, qu'elle soit de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, de situation de fortune ou autre, d'origine nationale ou sociale.

Amendements :

Panama

(Doc. A/C.3/220)

Article 2

Fondre cet article avec l'article 6, de manière qu'il n'y ait qu'un seul article traitant du droit à l'égalité.

Union des Républiques socialistes soviétiques (Doc. E/800)

Addition à l'article 2 :

Ajouter les mots "de classe" après les mots "situation de fortune ou autre".

Article 2

Cuba :

(Doc. A/C.3/224)

Remplacer cet article par le texte suivant :

"Toutes les personnes sont égales devant la loi ; elles jouissent de droits et sont soumises aux devoirs consacrés dans la présente Déclaration sans distinction aucune qu'elle soit de race, de naissance, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique, de situation de fortune ou autre".

Article 3

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme.

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Amendements :

Panama

(D.c. A/C.3/220)

Article 3

Supprimer complètement cet article.

Définir comme suit les droits à la vie et à la liberté:

Art.- Tout être humain a droit à l'existence; il a le droit d'assurer le maintien, le déroulement, la protection et la défense de son existence.

Art.- Nul ne sera soumis à une arrestation ou à une détention arbitraire. Toute personne détenue a droit à ce que la légalité de sa détention soit vérifiée judiciairement sans aucun délai.

Art.- Nul ne sera esclave ou tenu en servitude (Paragraphe 1, art. 4 du projet). Ajouter un article contenant le texte du paragraphe 2 de l'art. 4 du projet, ainsi conçu :

Art.- Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Article 3

Cuba

(Doc. A/C.3/224)

Remplacer cet article par le texte suivant :

"Tout être humain a droit à la vie, à la liberté, à la sûreté
et à l'intégrité de sa personne".

Article 4

Texte adopté par la Commission des droits de
l'homme.

Nul ne sera esclave ou tenu en servitude.

Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements
cruels, inhumains ou dégradants.

Amendements :

Panama :

Supprimer cet article sous sa forme actuelle et en utiliser le texte
comme il est indiqué ci-dessus.

Union des Républiques socialistes soviétiques

Addition à l'article 4 :

L'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes
leurs formes; toute violation de ce principe, qu'elle soit manifeste ou
occulte, sera punie par la loi.

Article 4

Cuba

(Doc. A/C.3/224)

Supprimer la première clause.

Remplacer la deuxième clause par le texte suivant :

"Personne ne pourra être soumise à des peines cruelles, dégradantes et inusitées."

Faire passer ce texte dans la partie se rapportant aux droits purement juridiques (voir art. 26)

Article 5

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme.

Toute personne a le droit de faire reconnaître en tous lieux sa personnalité juridique.

Article 5

Cuba

(Doc.A/C.3/224)

Remplacer cet article par le texte suivant :

"Toute personne a le droit de faire reconnaître en tous lieux qu'elle est sujet de droits et d'obligations et de jouir des droits civils fondamentaux".

Faire passer ce texte en tête de la partie qui se rapporte aux droits purement juridiques (voir art.16)

Article 6

Texte adopté par la Commission des droits de l'Homme.

Tous sont égaux devant la loi et ont droit indistinctement à une égale protection de la loi contre toute discrimination violant la présente Déclaration et contre toute provocation à cette discrimination.

Amendements :

Panama

(Doc. A/C.3/220)

Combiner comme suit le texte de cet article avec celui des articles 2 et 8 :

Art.- Tous sont égaux devant la loi et ont droit à une égale protection de la loi ; tous peuvent se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, qu'elle soit de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, de situation de fortune ou autre, d'origine nationale ou sociale.

Article 6

Cuba

(Doc. A/C.3/224)

Supprimer cet article.

Union Sud-Africaine

(Doc. A/C.3/226)

Le texte français du document Doc. A/C.3/226 comme suit :

Supprimer les mots "contre toute discrimination violant la présente Déclaration et contre toute provocation à cette discrimination".

Article 7.

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme.

Nul ne peut être arrêté ou détenu arbitrairement.

Amendements :

Panama :

(Doc. A/C.3/220)

Remplacer cet article comme il est indiqué ci-dessus, au sujet de l'article 3.

Union des Républiques socialistes soviétiques : (Doc. E/600)

Addition à l'article 7 :

Quiconque aura été privé de sa liberté a le droit de recevoir sans délai notification des motifs des mesures dont il est l'objet. Tout individu arrêté, détenu ou emprisonné est en droit d'obtenir que le juge vérifie sans délai de la légalité des mesures dont il est l'objet et d'être jugé dans un délai raisonnable ou, à défaut, d'être remis en liberté.

Nul ne sera emprisonné pour la seule raison qu'il n'est pas en mesure de remplir ses obligations contractuelles.

Toute personne peut se prévaloir du droit à indemnité en cas d'arrestation illégale ou de privation illégale de liberté.

Article 7

(Doc. A/C.3/224)

Cuba

Remplacer par le texte suivant :

"Nul ne peut être privé de sa liberté sauf dans les cas prévus par des lois préexistantes et selon les formes qu'elles prescrivent.

"Nul ne peut être détenu pour ne pas s'être acquitté d'obligations de caractère purement civil.

"Tout individu qui a été privé de sa liberté est en droit d'obtenir que le juge vérifie sans délai la légalité de la mesure dont il est l'objet et d'être jugé sans retard injustifié ou, à défaut, d'être mis en liberté.

"Il a également droit à un traitement humain pendant la détention.

Faire passer ce texte dans la partie qui se rapporte aux droits purement juridiques (article 25 : "Protection contre la détention arbitraire")

Article 8.

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme.

Toute personne a le droit, en toute égalité, de faire entendre sa cause équitablement, par un tribunal indépendant et impartial, pour la détermination, soit de ses droits et obligations en matière civile, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale prononcée contre elle.

Amendements :

Panama

(Doc. A.C.3/220)

Article 8

Supprimer dans cet article les mots "en toute égalité", étant donné que la question de l'égalité est déjà traitée dans un autre article.

D'autre part, traiter entièrement la question du procès équitable dans un article composé des dispositions de l'article 8 modifiées dans le sens indiqué ci-dessus et de celles du premier alinéa de l'article 9. Le tonneur de cet article serait la suivante :

Art.-

1. Toute personne a le droit de faire entendre sa cause équitablement par un tribunal indépendant et impartial pour la détermination soit de ses droits et obligations en matière civile, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale prononcée contre elle.
2. Toute personne accusée d'un délit est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité soit juridiquement établie dans un procès public où lui auront été assurées toutes les garanties nécessaires à sa défense.

Union des Républiques socialistes soviétiques (Doc. E/800)

Additions et modifications à l'article 8

Insérer ce qui suit avant le texte adopté par la Commission :

Tous les individus sont égaux devant la justice. Les juges doivent être indépendants et n'être soumis qu'aux lois. Dans tous les pays la procédure judiciaire doit être fondée sur les principes démocratiques. Dans tous les tribunaux, l'audience des affaires doit être publique, sous réserve des exceptions prescrites par la loi pour la protection de la morale publique et de la sécurité nationale et le droit de défense doit être garanti à l'accusé.

Lorsque les poursuites sont intentées contre un individu qui ne connaît pas la langue nationale, tous les éléments de l'affaire doivent être portés à sa connaissance par le truchement d'un interprète. Il doit avoir également le droit de s'adresser au tribunal dans sa langue maternelle.

Article 7

(Doc. A/C.3/224)

Cuba

Remplacer par le texte suivant :

"Nul ne peut être privé de sa liberté sauf dans les cas prévus par des lois prééxistantes et selon les formes qu'elles prescrivent.

"Nul ne peut être détenu pour ne pas s'être acquitté d'obligations de caractère purement civil.

"Tout individu qui a été privé de sa liberté est en droit d'obtenir que le juge vérifie sans délai la légalité de la mesure dont il est l'objet et d'être jugé sans retard injustifié ou, à défaut, d'être mis en liberté.

"Il a également droit à un traitement humain pendant la détention."

Faire passer ce texte dans la partie qui se rapporte aux droits purement juridiques (article 25 : "Protection contre la détention arbitraire")

Article 8.

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme.

Toute personne a le droit, en toute égalité, de faire entendre sa cause, équitablement, par un tribunal indépendant et impartial, pour la détermination soit de ses droits et obligations en matière civile, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale prononcée contre elle.

Amendements :

Panama

(Doc. A.C.3/220)

Article 8

Supprimer dans cet article les mots "en toute égalité", étant donné que la question de l'égalité est déjà traitée dans un autre article.

D'autre part, traiter entièrement la question du procès équitable dans un article composé des dispositions de l'article 8 modifiées dans le sens indiqué ci-dessus et de celles du premier alinéa de l'article 9. Le teneur de cet article serait la suivante :

Art.-

1. Toute personne a le droit de faire entendre sa cause équitablement par un tribunal indépendant et impartial pour la détermination soit de ses droits et obligations en matière civile, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale prononcée contre elle.
2. Toute personne accusée d'un délit est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité soit juridiquement établie dans un procès public où lui auront été assurées toutes les garanties nécessaires à sa défense.

Union des Républiques socialistes soviétiques (Doc. E/800)

Additions et modifications à l'article 8

Insérer ce qui suit avant le texte adopté par la Commission :

Tous les individus sont égaux devant la justice. Les juges doivent être indépendants et n'être soumis qu'aux lois. Dans tous les pays la procédure judiciaire doit être fondée sur les principes démocratiques. Dans tous les tribunaux, l'audience des affaires doit être publique, sous réserve des exceptions prescrites par la loi pour la protection de la morale publique et de la sécurité nationale et le droit de défense doit être garanti à l'accusé.

Lorsque les poursuites sont intentées contre un individu qui ne connaît pas la langue nationale, tous les éléments de l'affaire doivent être portés à sa connaissance par le truchement d'un interprète. Il doit avoir également le droit de s'adresser au tribunal dans sa langue maternelle.

Articles 8 et 9

Cuba

(Doc. A/C.3/224)

Remplacer par le texte suivant :

"Tout accusé est présumé innocent jusqu'à ce que la preuve de la culpabilité ait été juridiquement établie.

"Toute personne accusée d'un délit a le droit d'être entendue impartialement et publiquement, d'être jugée par des tribunaux établis antérieurement, conformément aux lois préexistantes.

"Elle ne pourra être soumise à des peines cruelles, dégradantes ou inusitées.

Faire passer ces textes dans la partie qui se rapporte aux droits purement juridiques (Voir Art. 26).

Article 9.

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme.

1. Toute personne accusée d'un délit est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité soit juridiquement établie dans un procès public où lui auront été assurées toutes les garanties nécessaires à sa défense.

2. Nul ne sera condamné pour des actes ou omissions qui, au moment où ils ont été commis, ne constituaient pas une infraction aux termes du droit national ou international.

Amendements :

Panama

(Doc. A/C.3/220)

Incorporer le second paragraphe de cet article dans un article distinct traitant du droit à la protection contre les lois à effet rétroactif. La teneur de cet article serait la suivante :

Art. -

Nul ne sera condamné pour des actes ou omissions qui, au moment où ils ont été commis, ne constituaient pas une infraction aux termes du droit national ou international.

De même, nul ne pourra se voir infliger une peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise.

Union des Républiques socialistes soviétiques (Doc. E/640)

Après les mots "à sa défense", insérer "sauf dans les cas expressément prévus dans l'intérêt de la défense de la morale et de la sécurité de l'Etat".

Etats-Unis d'Amérique

(Doc. A/C.3/223)

Article 9:

Remplacer les mots "une infraction" par les mots "un délit" à la deuxième ligne du second paragraphe de l'article 9, de manière à lui donner la rédaction suivante :

"

Article 9.

x x x x

2. Nul ne sera condamné pour des actes ou omissions qui, au moment où ils ont été commis, ne constituaient pas un délit aux termes du droit national ou international."

Article 10.

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme

Nul ne sera l'objet d'immixtions injustifiées dans sa vie privée, celle de sa famille, son domicile et sa correspondance ni l'objet d'atteintes abusives à sa réputation.

Amendements :

Union des Républiques socialistes soviétiques (Doc. E/800)

Ajouter au texte adopté "Chacun aura droit à la protection de la loi contre toute atteinte de ce genre".

Article 11.

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme.

1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.
2. Toute personne a le droit de quitter tout pays y compris le sien.

Amendements :

Union des Républiques socialistes soviétiques (Doc. E/800)

- a) Ajouter à l'alinéa 1, après les mots "l'intérieur de l'Etat" :
"conformément aux lois dudit Etat".
- b) A l'alinéa 2, après les mots "un pays quelconque y compris le sien".
ajouter : "dans les conditions fixées par la loi dudit pays".

Article 12.

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme.

1. Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher et de recevoir asile en un autre pays.
2. Ne constituent pas une persécution les poursuites authentiquement effectuées au sujet d'un crime de droit commun ou d'agissements contraires aux principes et aux buts des Nations Unies.

Amendements :

Union des Républiques socialistes soviétiques (Doc. E/800)

Remplacer l'alinéa 1 par le texte suivant :

"Le droit d'asile sera accordé à toute personne persécutée en raison de l'activité déployée par elle à la défense des intérêts de la démocratie, ou en raison de son activité scientifique ou par suite de sa participation à la lutte pour la liberté nationale".

Article 12.

Bolivie

(Doc. A/C/3/227)

À l'article 12, paragraphe 1, ajouter une seconde phrase ainsi conçue :
"Ce droit s'étend à l'asile dans les ambassades ou légations".

Article 13

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme

Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité ou du droit de changer de nationalité.

Amendements :

Union des Républiques socialistes soviétiques (E/800).

Rédiger l'article comme suit :

"Nul ne peut être privé de sa nationalité arbitrairement, c'est-à-dire autrement que dans les cas et suivant la procédure déterminés par la législation du pays intéressé".

Article 14

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme

1. L'homme et la femme d'âge nubile ont le droit de se marier et de fonder une famille. Ils jouissent de droits égaux en matière de mariage.
2. Le mariage ne peut être contracté qu'avec le plein consentement des deux époux.
3. La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à protection.

Amendements :

Union des Républiques socialistes soviétiques (E/800)

Ajouter à l'alinéa 2, à la suite de la première phrase du texte adopté : "Les hommes et les femmes jouissent des mêmes droits au regard du mariage et du divorce".

Ajouter à la fin de l'alinéa 3 : "par la société et par l'Etat".

Article 15

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme

1. Toute personne a le droit de posséder des biens, aussi bien seule qu'en collectivité.
2. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété.

Amendements :

Union des Républiques socialistes soviétiques (E/800)

Remplacer le texte adopté par le suivant :

- "1. Toute personne a le droit de posséder des biens, que ce soit à titre personnel ou collectif, conformément aux lois du pays dans lequel ces biens se trouvent".
- "2. Nul ne peut être dépouillé de ses biens arbitrairement, c'est-à-dire en violation de la loi".

Article 16

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de croyance ainsi que la liberté de manifester sa religion ou croyance seul ou en commun, tant en public que d'une façon privée, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

Amendements :

Union des Républiques socialistes soviétiques (E/800)

Remplacer le texte adopté par le suivant :

"Toute personne a droit à la liberté de pensée et à la liberté de manifester ses croyances par des pratiques religieuses, conformément à la législation nationale et aux règles de la morale publique".

Article 16

Cuba

(Doc. A/C.3/224)

Taire précéder cet article du texte qui remplace l'article 5.

Pérou

Supprimer l'article 16 et le remplacer par le texte suivant :

"Le texte français du document A/C.3/225 comme suit :

"Toute personne a droit de faire librement profession d'une foi religieuse et de l'exprimer par la pensée et la pratique, tant en public qu'en privé".

Article 17

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de faire connaître les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit et en tous lieux sans considération de frontières.

Amendements :

Union des Républiques socialistes soviétiques (E/800)

Remplacer le texte adopté par le suivant :

"1. Conformément aux principes de la démocratie et en vue de resserrer la collaboration internationale et de consolider la paix du monde, la loi garantira à chacun le droit de manifester librement ses opinions, et notamment la liberté de parole et de la presse, la liberté de réunion ainsi que le droit d'expression artistique. Il sera interdit d'utiliser la liberté de parole et la presse aux fins de propagande pour le fascisme et l'agression et dans le but de susciter la haine entre les peuples.

"2. En vue d'assurer à la grande masse de la nation et à ses organisations le droit d'exprimer librement leurs opinions, l'Etat prêtera aide et assistance en fournissant les facilités matérielles (locaux, imprimerie, papier et autres moyens de même ordre) indispensables à la publication d'organes de presse démocratiques".

Deuxième amendement :

Il est indispensable de modifier le texte adopté comme suit :

"Chacun a droit à la liberté de pensée et d'expression de cette dernière, y compris la liberté d'opinion et l'accès pour chacun aux sources d'information et aux moyens de communication pour la transmission de messages sur le territoire de son pays et dans les autres pays, dans les limites compatibles avec les intérêts de la sécurité nationale".

Article 18

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme

Toute personne a le droit de participer librement à des réunions et de faire partie d'associations.

Amendements :

Union des Républiques socialistes soviétiques (E/800)

Remplacer le texte adopté par le suivant :

"Dans l'intérêt de la démocratie, la liberté de réunion, de manifestations publiques, de défilés et d'organisations d'associations et unions volontaires. Toutes les sociétés, associations et autres organisations ayant un caractère nazi, fasciste ou antidémocratique, ainsi que leur activités sous une forme quelconque, sont interdites par la loi sous peine de sanctions."

Etats-Unis d'Amérique (A/C.3/223)

Article 18 :

Remplacer le texte actuel de l'article 18 par le texte suivant :

"

Article 18

Toute personne a le droit de participer librement à des réunions et de faire partie d'associations, et particulièrement en vue de développer et de faire respecter les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration."

Article 19

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme.

1. Toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, directement ou par l'intermédiaire de représentants qu'elle a librement choisis.
2. Toute personne a le droit d'accès aux fonctions publiques de son pays.
3. Toute personne a le droit à ce que les pouvoirs publics de son pays se conforment à la volonté du peuple.

Amendements :

Union des Républiques socialistes soviétiques (E/800) -

Insérer à l'alinéa 3 ce qui suit :

"L'Etat doit tenir compte de la volonté du peuple telle qu'elle s'exprime par voie d'élections qui doivent avoir lieu périodiquement au suffrage universel, égal et secret."

Article 20

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme.

Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ainsi qu'à la réalisation, par l'effort national et la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays, des droits économiques, sociaux et culturels définis ci-dessous.

Amendements :

Union des Républiques socialistes soviétiques (E/800) -

Remplacer le texte adopté par le suivant :

"L'Etat et la société doivent prendre toutes les mesures nécessaires et notamment toutes mesures législatives pour assurer à chacun la jouissance effective de tous les droits mentionnés dans la Déclaration. Vu l'importance particulière qui s'attache aux droits économiques, sociaux et culturels énumérés aux articles 21 à 26 de la Déclaration et notamment au droit à la sécurité sociale, il est souhaitable d'assurer leur jouissance tant sur le plan national que par voie de collaboration internationale, eu égard à la structure sociale, économique et politique et aux ressources de chaque Etat.

Article 21

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme.

1. Toute personne a droit au travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et, de rémunération, et à la protection contre le chômage.

2. Toute personne a droit à un salaire égal pour un travail égal.

3. Toute personne peut librement former des syndicats et s'y affilier pour la défense de ses intérêts.

Amendements :

Union des Républiques socialistes soviétiques (E/1900) -

Après les mots : "droits au travail ... et à la rémunération" insérer ce qui suit :

"à la protection contre le chômage, garantie par l'Etat et la société à l'aide de mesures offrant à tous les possibilités les plus larges de participer à un travail utile et de prévenir le chômage."

Deuxième amendement :

Ajouter ce qui suit :

"Toute personne, sans distinction de race, de nationalité et de sexe, a droit à un salaire égal pour un travail égal."

Proposition supplémentaire :

"Dans le travail, les femmes jouissent des mêmes avantages que les hommes et reçoivent sur pied d'égalité avec eux un salaire égal pour travail égal."

Etats-Unis d'Amérique (A/C.3/223) -

Article 21

2. L'homme et la femme ont droit à un salaire égal pour un travail égal.

Article 22

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme.

1. Toute personne a droit, notamment pour l'alimentation, le vêtement, le logement, les soins médicaux, à un niveau de vie et à des services sociaux suffisants pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, et à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales.

Amendements :

République Dominicaine (A/C.3/217)

Substituer au paragraphe 2 de cet article l'article VII de la Déclaration américaine des droits et devoirs fondamentaux de l'homme, adoptée à Bogota, rédigé comme suit :

"Toute femme en état de grossesse ou qui allaite, et tout enfant, ont droit à une protection, à une assistance, et à des soins spéciaux".

Union des Républiques socialistes soviétiques (E/800) -

Ajouter une mention relative à l'assurance sociale et insérer ce qui suit à l'alinéa 1, après les mots "pour des raisons étrangères à sa volonté

"Toute personne (salarisée) a droit à l'assurance sociale aux frais de l'Etat ou de l'employeur conformément à la législation du pays.

Ajouter en outre au même article les deux alinéas distincts suivants :

"2. Toute personne a droit aux secours et aux soins médicaux en cas de maladie."

"3. Toute personne a droit à un logement digne de l'être humain."

"L'Etat et la société doivent prendre toutes les mesures nécessaires, notamment dans l'ordre législatif, pour garantir à chacun la jouissance effective de tous ces droits."

Article 24

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme.

Toute personne a droit au repos et aux loisirs.

Amendements :

Union des Républiques socialistes soviétiques (E/800) -

Ajouter au texte adopté :

"Le repos et les loisirs doivent être assurés à chacun en vertu de la loi ou d'accords contractuels qui prévoient notamment une limitation raisonnable de la durée du travail ainsi qu'un congé périodique payé."

Article 25

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme.

Toute personne a le droit de prendre part à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer aux progrès scientifiques

Amendements :

Union des Républiques socialistes soviétiques (E/800) -

Ajouter au texte adopté :

"Le développement de la science doit servir les intérêts du progrès et de la démocratie, la cause de la paix et de la collaboration entre les peuples."

Article 25

Cuba

(Doc. A/C.3/224)

Faire passer ce texte dans la partie se rapportant aux droits purement juridiques (art. 25 : "Protection contre la détention arbitraire") rédigé comme suit :

"Nul ne peut être privé de sa liberté sauf dans les cas prévus par des lois préexistantes et selon les formes qu'elles prescrivent.

Nul ne peut être détenu pour ne pas s'être acquitté d'obligations de caractère purement civil".

Tout individu qui a été privé de sa liberté est en droit d'obtenir que le juge vérifie sans délai la légalité de la mesure dont il est l'objet et d'être jugé sans retard injustifié ou à défaut d'être mis en liberté.

Il a également droit à un traitement humain pendant la détention".

Article 26

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme.

Toute personne a droit à ce que règne le bon ordre sur le plan social et sur le plan international, de façon que puissent trouver plein effet les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration.

Amendements :

Union des Républiques Socialistes Soviétiques (E/800) -

Au début de l'article, remplacer le membre de phrase "Toute personne a droit à ce que règne le bon ordre sur le plan social et sur le plan international de façon..." par le suivant : "Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel ... (ou bien dans une autre variante le mot "équitable" par les mots "un tel".)

Article 26

Cuba

Introduire dans cet article les textes qui remplacent les articles 4, 8 et 9.

Article 4

Supprimer la première clause, inutile après les articles 1 et 3. Faire passer la deuxième clause dans la partie se rapportant aux droits purement juridiques (art. 26 : "Droit à un procès équitable"), rédigée comme suit :

"Personne ne pourra être soumise à des peines cruelles, dégradantes et inusitées".

Il faut signaler que l'idée de l'article 4 est reprise par la délégation de Cuba dans la nouvelle rédaction qu'elle propose pour l'article 7.

Articles 8 et 9

Faire passer ces textes dans la partie se rapportant aux droits purement juridiques (art.26 : "Droit à un procès équitable") rédigés comme suit :

" Tout accusé est présumé innocent jusqu'à ce que la preuve de la culpabilité ait été juridiquement établie.

Toute personne accusée d'un délit a le droit d'être entendue impartialement et publiquement, d'être jugée par des tribunaux établis antérieurement, conformément aux lois préexistantes.

Elle ne pourra être soumise à des peines cruelles, dégradantes ou inusitées".

On fait observer qu'après les précisions apportées à l'article 5 selon les amendements de la délégation de Cuba, l'article 8 devient presque inutile.

Article 27

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme

1. L'individu a des devoirs envers la communauté qui lui permet de développer librement sa personnalité.

2. Dans l'exercice de ses droits, chacun n'est soumis qu'aux limitations nécessaires pour assurer le respect des droits d'autrui et satisfaire aux exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique.

Amendements :

Union des Républiques socialistes soviétiques (E/800) -

Après les mots "société démocratique", ajouter : "et aux justes exigences de l'Etat démocratique."

Etats-Unis d'Amérique (A/C.3/223) -

Modifier le second paragraphe de l'article 27 de manière à lui donner la rédaction suivante :

Article 27

2. Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations nécessaires pour assurer le respect des droits d'autrui et satisfaire aux exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique."

Article 28

Texte adopté par la Commission des droits de l'homme.

Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut impliquer la reconnaissance du droit pour un Etat ou un individu de se livrer à une activité visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

Amendements :

néant.

NOTE :

La Commission n'a pas pu étudier l'article suivant, les mesures d'application n'ayant pas fait l'objet d'un examen lors de la troisième session :

"Toute personne a le droit d'adresser, seule ou conjointement avec d'autres personnes, des pétitions ou des communications, soit aux autorités publiques du pays dont elle est ressortissante ou dans lequel elle réside, soit à l'Organisation des Nations Unies."

Articles additionnels

Cuba (A/C.3/216) -

Insérer dans le texte de la Déclaration un article rédigé comme suit:

"Le droit de résistance adéquate de l'homme en cas d'actes manifestes d'oppression et de tyrannie est reconnu par la présente Déclaration.

Union des Républiques Socialistes Soviétiques (E/800) -

Insérer dans le texte un nouvel article séparé pour remplacer l'article 31 du texte de Genève qui est analogue et qui a été supprimé par la Commission :

"Chacun a droit à sa propre culture ethnique ou nationale, qu'il fasse partie de la majorité ou de la minorité de la population on ce qui concerne la race, l'origine nationale ou la religion: à la création de ses propres écoles et à l'enseignement dans sa propre langue, ainsi qu'à l'emploi de cette langue dans la presse, les réunions publiques, les tribunaux et les autres institutions de l'administration publique."